

**PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE**

République Française

DRIRE

**DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION GENERALE**

Marseille, le **26 AVR. 1995**

DE
ef
fr

**Bureau des Installations
Classées et de l'Environnement**

Dossier suivi par : M. ARGUIMBAU
Tél. : 91.57.26.72.
PA/BN
n° 95-94/99-1994 A

ARRETE

**Autorisant la Société du PORT PETROLIER DE GIVORS
à exploiter un dépôt de produits toxiques
à PORT SAINT LOUIS DU RHONE**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement, modifiée par les lois n° 92-646 et 92-654 du 13 Juillet 1992,

VU la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'Environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU la demande présentée par la Société du PORT PETROLIER DE GIVORS, à l'effet d'être autorisée à exploiter un dépôt de produits toxiques à PORT SAINT LOUIS DU RHONE,

VU les plans de l'établissement et des lieux environnants,

VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 8 Septembre 1994,

VU l'avis du Chef du Service Maritime des Bouches-du-Rhône du 8 Décembre 1994,

VU l'arrêté n° 94-340/99-1994 A du 12 Décembre 1994 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du 9 Janvier 1995 au 9 Février 1995, en Mairies de PORT SAINT LOUIS DU RHONE, ARLES et FOS SUR MER,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 30 Janvier 1995,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 3 Février 1995,

VU l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile du 15 Février 1995,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 15 Février 1995,

VU l'avis du Conseil Municipal de PORT SAINT LOUIS DU RHONE du 17 Février 1995,

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle ce dossier a été soumis et l'avis du commissaire enquêteur du 13 Mars 1995,

VU les avis du Sous-Préfet d'ARLES du 17 Mars 1995,

VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 30 Mars 1995,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 19 Avril 1995,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 20 Avril 1995,

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires particulières en vue de réduire ces nuisances,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

TITRE Ier - GENERALITES

ARTICLE 1er - ACTIVITES AUTORISEES :

La Société Anonyme du PORT PETROLIER DE GIVORS dont le siège social est situé Place du Bassin - 69702 GIVORS, est autorisée à étendre ses activités existantes et à exploiter de nouvelles activités dans son établissement de PORT SAINT LOUIS DU RHONE.

Les activités nouvelles ou faisant l'objet d'une extension sont les suivantes :

- Extension du stockage de liquides inflammables,
- Extension de la capacité de la chaufferie,
- Conditionnement de liquides inflammables,
- Stockage et transit de déchets liquides,
- Stockage de substances et préparations liquides très toxiques et toxiques,
- Stockage de substances et préparations gazeuses très toxiques et toxiques,
- Stockage d'emballages navettes souillés (emballages vides),
- Stockage de solides inflammables,
- Stockage d'acides et de bases,
- Stockage de produits comburants (eau oxygénée).

Les activités existantes sur le site, outre celles faisant l'objet d'une extension, sont :

- Stockage de goudrons, bitumes et brais,
- Chargement et déchargement de liquides inflammables,
- Incinération d'eaux résiduaires,
- Conditionnement de brais liquides et solides,
- Granulation de brais,
- Stockage de brais liquides et solides,
- Chauffage par fluide thermique,
- Station de mélange d'huiles,
- Installation de mélange en ligne pour liants routiers,
- Dépôt de gaz combustible liquéfié.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS ABROGEES :

Les dispositions des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté 119 - 1972 du 6 Mai 1974,
- arrêté 119 - 1972 A du 2 Octobre 1978,
- arrêté 49 - 1980 A du 8 Octobre 1981,
- arrêté 53 - 1981 A du 25 Août 1982,

sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT :

Les installations principales sont les suivantes (voir liste et affectation des bacs en annexe 1) :

- Cuvette A : 12 cuves de stockage de 6 à 1 100 m³ réservées au stockage de produits pétroliers noirs (bitumes, fuels lourds ou goudrons) pour une capacité totale de 8 176 m³ avec ses postes de chargement et déchargement associés.
- La cuvette B1 sera réservée au stockage de déchets liquides pour une capacité globale de 2 700 m³ répartie en 8 bacs dont la capacité unitaire est visé en annexe 3 "liste des bacs".
- Les cuvettes B et B2 seront utilisées pour le stockage des liquides inflammables de 1ère catégorie ou de soude pour une capacité totale de 4 600 m³ avec ses postes de chargement et de déchargement associés et son unité de mélange en ligne.
- Cuvette C : 2 cuves de stockage de 2 200 m³ unitaire réservées au stockage de fuel lourd ou d'acide sulfurique avec ses postes de chargement et déchargement associés.
- Cuvette brais : 6 cuves de 50 à 270 m³ réservées au stockage de brais, goudrons et bitumes pour une capacité totale de 1 180 m³.
- Cuvette émulsions : 3 cuves de 25 m³ unitaire de bitumes et émulsions.
- Cuvette chaufferie : 1 cuve de 30 m³ de FOD.
- Cuvettes toxiques : 3 cuves de 150 m³ unitaire de produits liquides toxiques ou très toxiques avec le poste de dépotage associé.
- Une aire de conditionnement en fûts de liquides inflammables.

- Une cuve de stockage de propane liquéfié de 30 m³.
- Une chaufferie comportant 3 chaudières à vapeur alimentées au fuel lourd TBTS d'une puissance totale de 18,2 MW.
- Un laboratoire.
- Un incinérateur d'eaux résiduelles générées sur le site d'une puissance de 3,5 MW.
- Une installation de stockage et de conditionnement d'eau oxygénée et de chlorites comprenant :
 - . 4 cuves de stockage d'eau oxygénée à 70 % de 20 m³ unitaire.
 - . 2 cuves de stockage de chlorite de sodium de 50 et 95 m³.
 - . un poste de dépotage vrac des véhicules.
 - . un bâtiment abritant la cuve de dilution d'eau oxygénée (50 m³) l'unité de fabrication d'eau déminéralisée, les installations de conditionnement, les aires de stockage des contenants vides et pleins et le laboratoire.
- Une unité de fabrication de liants routiers (émulsions) avec une chaudière à fluide thermique.
- Une unité de granulation de brais ou bitumes.
- Un magasin A couvert de 3 000 m² utilisé pour le stockage :
 - . d'emballages navettes vides souillés en attente de regroupement,
 - . de solides inflammables ne réagissant pas avec l'eau dans l'alvéole Nord du magasin,
 - . d'autres produits pouvant être combustibles ou non, ou encore non soumis à la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
- Un magasin B couvert de 800 m² utilisé pour le stockage de solides inflammables réagissant avec l'eau.
- Un réseau incendie maillé alimenté par pompes et équipé d'une réserve de 2 x 1 000 m³.
- Un bassin de récupération des eaux polluées à destination de l'incinération.
- Un bassin de confinement permettant de récupérer les effluents en cas d'accident sur le site.

L'établissement est desservi par voie ferrée, route et par voie maritime (pipelines existants entre site et appontement dans le canal Saint Louis).

Les installations de distillation des goudrons avec les réacteurs de maturation des brais ainsi que l'atelier de fabrication de pâtes anthracéniques seront démontées.

ARTICLE 4 - RUBRIQUES DE NOMENCLATURE :

L'établissement est classé sous les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

NUMERO DE LA NOMENCLATURE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	PARAMETRES CARACTERISTIQUES DU SITE	REGIME A : Autorisation D : Déclaration S : Servitude d'utilité publique	Activités
120	Procédé de chauffage employant comme transmetteurs de chaleur des fluides constitués par des corps organiques combustibles	- Volume de la boucle : 5 000 l	D	déjà autorisée
153 bis	II - La température d'utilisation étant inférieure au point de feu des fluides. La quantité totale des fluides utilisés étant supérieure à 125 litres. Installations de combustion B - Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange autre que FOD et gaz naturel ont une teneur en soufre inférieure à 1 g/MJ	- Incinérateur de 3,5 MW - Trois chaudières de 3,5, 3,5 et 11,2 MW	A	Extension
167	1° - Si la puissance thermique de l'installation est supérieure à 10 MW - Déchets industriels provenant d'installations classées A - Transit	13000 l/an	A	Nouvelle
211	C - Traitement ou incinération Dépôt de gaz combustibles liquéfiés B - Gaz maintenus liquéfiés sous pression	Cuve de propane de 30 m³	A D	déjà autorisée déjà autorisée
253	1 - En réservoirs fixes, la capacité nominale totale du dépôt étant supérieure à 12 m³ mais inférieure à 120 m³ - Dépôt de liquides inflammables en quantité supérieure à 100 m³	- Stockage possible de 8 600 m³ d'équivalent première catégorie. 39 cuves de 6 à 2 200 m³ réparties dans diverses rétentions	A	Extension
1 111	- Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques 2-a- Substances et préparations liquides en quantité supérieure ou égale à 20 t	- Stockage vrac représentant 450 m³ avec les liquides toxiques - Stockage des emballages navettes (masse résiduelle limitée à 250 kg)	AS	Nouvelle
	3-c- Substances et préparations gazeuses en quantité inférieure à 50 kg	- Stockage des emballages navettes (masse résiduelle limitée à 50 kg)	D	Nouvelle

1 131	- Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques. 2-a - Substances et préparations liquides en quantité supérieure ou égale à 200 t	- Stockage vrac représentant 450 m³ avec les liquides très toxiques - Stockage des emballages navettes (masse résiduelle limitée à 10 tonnes) - Stockage des emballages navettes (masse résiduelle limitée à 2 tonnes) - Stockage d'eau oxygénée à 70 % (4 cuves de 18 tonnes unitaire) - Dilution et conditionnement - Unité de fabrication de liants routiers	AS	Nouvelle
1 200	3-c - Substances et préparations gazeuses en quantité inférieure à 2 tonnes Substances et préparations comburantes		D	Nouvelle
1 433	2-c - Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 100 t Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. La quantité totale de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente dans l'installation étant 2) Supérieure ou égale à 10 t mais inférieure à 200 t		D	déjà autorisée
1 434	- Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables 1) Installation de chargement de véhicules citernes de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation étant : a) Supérieur à 20 m³/h 2) Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation Solides facilement inflammables	- Remplissage fûts - Postes de dépotage 500 t dans hangars A et B	A	déjà autorisée
1 450	2-a - Emploi ou stockage en quantité supérieure ou égale à 1 t Entrepôts couverts d'un volume inférieur à 50 000 m³		A	Nouvelle
1 510	Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) Supérieure à 500 t	≈ 35000 m³ (hangars A + B) 2 100 t de goudrons ou bitume en cuves de 25 à 270 m³	D	déjà autorisée
1 521	Traitement ou emploi de goudrons, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) Supérieure ou égale à 20 t	- Fabrication de brais solides	A	déjà autorisée
1 611	Acides acétique à plus de 50 % en poids d'acide, chlorhydrique à plus de 20 %, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 25 % mais moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride acétique (emploi ou stockage). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 250 t	- Stockage de 3 700 t d'acide sulfurique à 96 % (cuvette C)	A	Nouvelle
1 630	Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	- Stockage de 3 000 t de soude à 50 % (cuvette B)	A	Nouvelle

TITRE II - REGLES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 5 - REGLES A CARACTERE GENERAL :

5.1 - Toutes les installations seront situées et aménagées conformément aux plans et documents joints à la dernière demande d'autorisation, nonobstant les mesures définies dans le présent arrêté. L'exploitant remettra à l'Inspection des Installations classées un plan à jour de l'ensemble des installations dès la réalisation définitive des travaux d'extension.

5.2 - Les installations devront être conformes aux dispositions :

- de la loi 76-663 modifiée du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et de son décret d'application n° 77-1133 modifié du 21 Septembre 1977,

- de l'arrêté préfectoral type 1 200 (ci-annexé),

- des arrêtés ministériels du 9 Novembre 1972 et 19 Novembre 1975 fixant les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides, (pour les stockages de liquides inflammables),

- de l'arrêté du 31 Mars 1980 portant sur la réglementation des installations électriques,

- de l'arrêté du 20 Juin 1975 complété par l'arrêté du 27 Juin 1990 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques,

- de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisance,

- de l'arrêté du 1er Mars 1993 relatif aux prélèvements, consommations d'eau et rejets de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

- de la circulaire du 30 Août 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (installation de transit de déchets industriels),

- de la directive européenne n° 82/501 CEE du 24 Juin 1982 modifiée concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles,

- de la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 Janvier 1992.

5.3 - Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les Installations Classées de l'établissement.

5.4 - Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

5.5 - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances les respects des dispositions du présent arrêté.

5.6 - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), et convenablement nettoyées,

- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

5.7 - L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc...

5.8 - L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

5.9 - L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettant de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

5.10 - Dispositions liées au transport

Les véhicules de transport de matières dangereuses seront conformes au R.T.M.D.R. Un contrôle de la conformité au code de la route et au R.T.M.D.R sera réalisé par l'exploitant à l'entrée du véhicule sur le site (notamment, papiers du véhicule, certificat d'agrément, documents de transport).

ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS GENERALES RELATIVES A LA POLLUTION DES EAUX :

6.1 - Prélèvements d'eau

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

L'alimentation en eau se fera exclusivement à partir du réseau public d'adduction d'eau. Le point de raccordement sera muni d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes consommés se fera hebdomadairement et sera inscrit sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Toutes dispositions seront prises dans l'établissement pour éviter, à l'occasion d'une mise en dépression du réseau public d'alimentation en eau, tout phénomène de retour d'eau susceptible de polluer le réseau (clapet antiretour ou tout autre dispositif assurant une efficacité au moins équivalente).

L'exploitant devra prendre les dispositions lui donnant la possibilité de puisage d'eau dans le canal Saint Louis notamment en cas d'incendie.

6.2 - Collecte des effluents

Il est interdit de procéder à tout déversement d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol.

Les différents types d'effluents seront séparés afin de faciliter leur traitement ultérieur. On trouvera ainsi :

- un réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles de l'être (postes de dépotage, groupes de pompage des hydrocarbures hors déchets),
- un réseau de collecte des eaux non polluées (pluviales de toiture ou de zones étanches non souillées),
- un réseau eaux vannes (effluents sanitaires).

Les effluents provenant des postes de dépotage et des groupes de pompage de déchets liquides seront stockés en fosse et évacués en tant que déchets. Il en est de même des effluents provenant des installations de stockage des produits toxiques. En aucun cas, les fosses de récupération de ces effluents ne seront reliées aux autres réseaux du site.

* Le réseau eaux vannes sera raccordé sur une fosse septique suivi d'un épandage, conformément à la réglementation en vigueur sur l'assainissement autonome. Il sera raccordé au réseau d'assainissement collectif lorsque ce dernier sera mis en place.

* Le réseau des eaux non polluées pourra recevoir les eaux de purge de chaudières et celles des éluats des résines de traitement d'eau après neutralisation à condition qu'elles respectent les critères définis au paragraphe 6.3 (notamment en pH, MeS, DCO et hydrocarbures totaux)

Les eaux issues du réseau des eaux non polluées seront rejetées au collecteur enterré cheminant le long de la clôture du site vers la mer.

Avant raccordement au collecteur le réseau comportera :

- Un décanteur-déshuileur capable de traiter 20 % du débit d'orage décennal (100 l/s).

La surface drainée par le réseau eaux pluviales est de l'ordre de 5 ha dont 2 ha sont considérés comme revêtus de matériau étanche (voies de circulation, toitures, ...). Le reste est un terrain naturel non étanché pour lequel il est admis un coefficient de ruissellement de 0,3.

Pour un débit d'orage décennal de 60 l/h.m^2 , le débit global drainé par le réseau est donc de 500 l/s et le décanteur dimensionné pour traiter 20 % de ce débit aura une capacité de 100 l/s.

- Un bassin de collecte de 200 m³ de volume utile dont le but est d'accumuler les eaux provenant du fonctionnement du site (purges des chaudières, éluats de régénération) et de les contrôler avant rejet,

- Un bassin d'observation constitué par le bassin de confinement de 2 000 m³ dont une fraction (500 m³) sert au stockage des 10 premiers mm d'eau tombant lors d'un orage. (Le volume de 500 m³ correspond à une surface de ruissellement de 5 ha). Le reste du volume sera disponible pour assurer le confinement des eaux en cas d'incendie.

Après collecte des premiers 500 m³, un système automatique permettra le rejet des autres eaux pluviales ne provenant pas des zones polluées ou polluables (système de siphon avec vanne ou tout autre dispositif équivalent). Ce bassin sera situé en aval du bassin de collecte et alimenté par le débordement de celui-ci.

- Un dispositif de mesure et d'enregistrement du débit avec totalisateur (comptage) implanté en entrée du bassin de collecte.

La vidange des deux bassins se fera par pompe avec un débit maximal de 20 m³/h.

Le bassin de collecte sera vidangé après contrôle de la qualité de l'eau, chaque fois qu'il sera plein.

Le bassin de confinement sera vidangé après contrôle, chaque fois qu'il contiendra de l'eau.

Les conditions de rejet des eaux au milieu naturel sont celles correspondant aux normes définies au paragraphe 6.3.

- * Le réseau des eaux polluées sera raccordé vers le bassin tampon permettant le stockage de celles-ci en attente de destruction dans l'incinérateur du site ou de destruction externe. Les effluents provenant du lavage des sols ou des équipements de certaines unités ou ayant été en contact de zones susceptibles d'être polluées seront dirigées vers ce bassin.

- * L'exploitant tiendra à jour un plan des divers réseaux de collecte de ces effluents, permettant de visualiser le tracé des canalisations, les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs et accessoires de sectionnement. Ce plan sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services de secours et du Service Maritime des Bouches-du-Rhône.

- * Les eaux pluviales tombant dans les rétentions pourront être, après analyse :

- dirigées vers le bassin tampon des eaux polluées pour être incinérées (cas des eaux pluviales polluées par des hydrocarbures),

- pompées et dirigées vers une installation d'élimination autorisée (autres eaux polluées),
- rejetées dans le Canal Saint Louis si "non polluées".

Sont considérées comme non polluées et pouvant être rejetées dans le Canal Saint Louis, les eaux en provenance des rétentions de stockages d'hydrocarbures respectant les valeurs de MeS, DCO, d'indice phénol et hydrocarbures totaux, définies au paragraphe 6.3.

En aucun cas, les eaux pluviales de vidange des rétentions de stockage des produits liquides toxiques ou très toxiques et des rétentions de stockage des déchets ne seront rejetées en milieu naturel.

6.3 - Surveillance des rejets liquides

- Le relevé des volumes d'effluents non pollués en sortie de site sera fait hebdomadairement. Le registre des valeurs relevées sera tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

- Les canalisations de rejet d'effluents seront pourvues de points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants, ...).

Ces points devront permettre de réaliser des mesures représentatives et seront aménagés de telle sorte qu'ils soient facilement accessibles pour permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions seront prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

- Une mesure des paramètres définis ci-dessous sera effectuée avant chaque vidange du bassin de collecte et d'observation vers le milieu naturel (mesures réalisées par l'exploitant ou par un organisme agréé).

- Les paramètres mesurés et les méthodes de mesure sont donnés dans le tableau ci-après :

PARAMETRES	METHODES DE MESURE
- Température	-----
- pH	- NFT 90 008
- MeST	- NFT 90 105
- DCO	- NFT 90 101
- DBO5	- NFT 90 103
- Hydrocarbures totaux	- NFT 90 114
- Indice Phénols	- NFT 90 109
- AOX	- ISO 9 562

- Les valeurs des paramètres devront respecter les limites suivantes :

PARAMETRES	CARACTERISTIQUES	FLUX (kg/j)
- Température	< 30°C	/
- pH	compris entre 5,5 et 8,5	/
- MeST	< 30 mg/l	15
- DCO	< 90 mg/l	45
- DBO5	< 30 mg/l	15
- Hydrocarbures totaux	< 20 mg/l	10
- Indice Phénols	< 0,3 mg/l	0,15
- AOX	< 5 mg/l	2,5

- Le débit maximal de rejet au collecteur vers la mer sera limité à 500 m³/j (hors périodes d'orage).

- Le décanteur-déshuileur fera l'objet d'une surveillance et d'une vidange périodique des boues et de la phase huileuse. Les produits retirés seront évacués en tant que déchets vers une installation autorisée.

6.3.1. Bilan Environnement :

Dans le cas où une substance toxique ou cancérigène listée dans l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 1er Mars 1993 serait produite ou utilisée à plus de 10 t/an, il sera adressé à l'Inspection des Installations Classées un bilan annuel des rejets, chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

6.4 - Surveillance des eaux souterraines

Il sera mis en place les piézomètres suivants :

- quatre piézomètres courts (4 mètres de profondeur), répartis du Nord au Sud sur l'ensemble du site permettant de suivre l'évolution de qualité des écoulements superficiels,

- un piézomètre moyen (12 mètres de profondeur) pour vérifier la progression en profondeur d'une éventuelle contamination (implanté à l'Est de l'atelier émulsion),

- un piézomètre long descendant jusqu'aux cailloutis de Crau et implanté en aval du site. Ce dispositif permettra de contrôler la qualité de la nappe de Crau.

Tous ces dispositifs seront réalisés suivant les règles de l'art de la profession (crépilage, massif filtrant, étanchéité vis-à-vis de la surface).

Semestriellement, il sera réalisé sur l'eau de ces piézomètres des analyses portant sur :

- . Relevé de niveau,
- . pH
- . DCO,
- . Hydrocarbures totaux,
- . Indice phénols,
- . Une fois par an la détermination des 132 substances toxiques ou nocives pour l'environnement définies par la liste 1 de la Directive Européenne 76/464/CEE.

Les résultats des mesures seront adressés à l'Inspection des Installations Classées.

En cas de suspicion de pollution, ou après un incident conduisant à un épandage, la fréquence des analyses pourra être plus élevée.

6.5 - Prévention des pollutions accidentelles

- Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, ou par mélange avec d'autres effluents. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action chimique et physique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée pour des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

Le rejet des eaux résiduaires en puisard est interdit.

- Les aires d'emportage ou de dépotage des produits dangereux seront étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles.

Ces dernières seront dirigées vers une capacité de rétention ou vers le bassin des eaux polluées.

- Les stockages et aires de transvasement de produits dangereux devront comprendre une cuvette de rétention.

Les capacités de rétention devront résister aux produits qu'elles sont susceptibles de recueillir.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de ces produits devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé
- . 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les produits présentant des incompatibilités entre eux seront stockés dans des cuvettes de rétention distinctes.

- Le sol des aires et des locaux de manipulation des produits dangereux pour l'homme et pour l'environnement devra être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau de leur sol ou tout dispositif équivalent les séparera de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

- Les pomperies seront installées sur une aire étanche formant cuvette de rétention (ou raccordée à une capacité de rétention), afin de récupérer les produits accidentellement répandus.

- L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

- Un bassin de confinement permettant de recueillir les eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie, sera constitué d'un bassin d'une capacité minimale de 2 000 m³ (dont 500 m³ sont utilisables comme bassin d'observation en cas d'orage).

Les eaux devront pouvoir être dirigées gravitairement vers ce bassin et la vidange de celui-ci ne pourra se faire que par pompage. Le by-pass automatique prévu pour les eaux pluviales au delà des premiers 500 m³ sera maintenu en position fermé et pourra être manoeuvré par une commande locale et par une commande à distance afin de pouvoir récupérer l'ensemble des eaux du site.

La vidange au milieu naturel (uniquement autorisée dans le Canal Saint Louis) sera conditionnée par le respect des normes de rejet définies au paragraphe 6.3.

6.5 - Surveillance des sols

En cas de risque de pollution des sols, une surveillance des sols appropriée est mise en oeuvre sous le contrôle de l'inspection des installations classées. Sont obligatoirement précisés la localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS GENERALES RELATIVES A LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE :

7.1 - L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source. Il est notamment interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières, ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

7.2 - Poussières

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration seront raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les normes ci-dessous.

La teneur maximale de poussières au niveau des émissaires de rejet restera inférieure à 100 mg/m^3 .

7.3 - Odeurs

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant notamment des cuves de stockage ou du bassin des eaux polluées.

7.4 - Composés organiques volatils

Les bacs recevant des produits ayant une tension de vapeur supérieure à 100 mbar à 25°C seront équipés d'écran flottant ou munis d'un dispositif d'inertage.

Dans le cas où ces dispositifs ne sont pas réalisables, les événements seront collectés et traités en conséquence.

Les bacs de stockage de produits toxiques ou très toxiques seront munis de dispositifs d'inertage.

L'Inspection des Installations Classées se réserve le droit d'imposer tout dispositif reconnu nécessaire pour éviter toute gêne du voisinage tel que lignes de retour de phase gazeuse, notamment pour les opérations de chargement ou déchargement de produits toxiques, inflammables ou odorants dans les réservoirs fixes ou mobiles.

7.5 - Installations de combustion et d'incinération

- Les installations de combustion devront satisfaire à l'arrêté du 20 Juin 1975 et aux titres I et IV de l'arrêté du 27 Juin 1990. Le combustible utilisé sera du fuel lourd n° 2, Très Basse Teneur en Soufre (TBTS).

- L'émission des gaz se fait par une cheminée de plus de 30 m de hauteur, commune avec l'incinérateur des eaux résiduaires.

- La cheminée sera équipée d'un dispositif permettant de mesurer en continu et d'enregistrer la température et la teneur en poussières (opacimètre) des gaz de combustion. Pour les poussières, l'évaluation des enregistrements continus devra faire apparaître, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile :

a) que la valeur moyenne sur un mois civil ne dépasse pas les valeurs limites d'émission mentionnées ci-après au présent arrêté,

b) que 97% des valeurs moyennes sur 48 heures ne dépassent pas 110% des valeurs limites d'émission.

- Une plate-forme de mesure fixe, implantée sur la cheminée et comportant les équipements conformes à la norme NFX 44052, permettra de réaliser des contrôles discontinus.

Ces contrôles dont la fréquence est trimestrielle et d'une durée minimale de 24 heures porteront sur :

- . les poussières,
- . le dioxyde de soufre,
- . les oxydes d'azote,
- . l'oxygène,
- . la vapeur d'eau,
- . l'acide chlorhydrique,
- . le débit volumétrique exprimé en m^3/h ramené aux conditions normalisées de température et de pression (273 K et 101,3 kPa après déduction de la vapeur d'eau).

D'autres contrôles (métaux lourds, imbrûlés) seront réalisés à une fréquence annuelle.

L'ensemble des résultats des paramètres analysés sera donné en mg/Nm^3 , kg/j et kg/an .

- Les valeurs limites de rejet à la cheminée sont les suivantes :

PARAMETRES	CONCENTRATION LIMITE (mg/Nm^3)	FLUX MAXIMAL	
		journalier (kg/j)	annuel (t/an)
Poussières	50	29	10
SO ₂	1500	865	300
NOX	500	290	100
O ₂	/	/	/
Vapeur d'eau	/	/	/
Acide chlorhydrique	10	6	2
Métaux lourds	5	2,9	1
Imbrûlés	10	6	2

Les concentrations sont exprimées en mg/Nm^3 de gaz secs (déduction de la vapeur d'eau) et rapportées à une teneur en oxygène de 3 %.

- Le débit de gaz de combustion ne dépassera pas $24\,000\text{ Nm}^3/\text{h}$.

- Les eaux polluées dirigées vers l'incinérateur (bassin des eaux polluées) feront l'objet d'un contrôle d'absence de chlore avant envoi vers l'incinérateur. L'utilisation du test simplifié dit "du fil de cuivre" est acceptable.

En cas de présence chlore détectée par le test ci-dessus, les eaux seront renvoyées vers un centre d'élimination dûment autorisé à cet effet.

- Les déchets issus des diverses installations de combustion (suies et cendres) seront évacués en tant que déchets vers des installations autorisées.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS GENERALES RELATIVES AUX BRUITS ET AUX VIBRATIONS :

8.1 - Construction et exploitation

Les prescriptions :

- des articles 47 et 48 de l'arrêté du 1er Mars 1993 précité,

- de l'arrêté du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

- de la circulaire du 23 Juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. sont applicables à l'installation.

8.2 - Véhicules et engins

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret n° 69-380 du 18 Avril 1969 et des textes pris pour son application.

8.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8.4 - Niveaux acoustiques

- Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les zones de contrôle et les valeurs des niveaux limites admissibles en limite de propriété.

EMPLACEMENTS	TYPE DE ZONE	NIVEAUX LIMITE EN dBA	
		Jour	Nuit
En limite de propriété de l'établissement	Zone à prédominance d'activités industrielles et commerciales	65	55

- L'émergence due aux bruits générés par l'installation devra rester inférieure à la valeur fixée ci-dessous en tous points de l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardins, terrasse...) de ces mêmes locaux.

Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant le bruit de l'installation, est supérieur à 35 dB(A), les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :

- . 5 dB(A) pour la période allant de 7 h à 21 h, sauf dimanche et jours fériés,
- . 3 dB(A) pour la période allant de 21 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

- Une mesure des niveaux de bruit sera réalisée dans un délai de 6 mois après démarrage de l'installation.

ARTICLE 9 - PRESCRIPTIONS GENERALES RELATIVES AUX DECHETS :

9.1 - Les déchets et résidus de toute sorte (eaux polluées...) produits par l'établissement devront être détruits ou éliminés dans des conditions propres à éviter toute pollution ou nuisance et en conformité avec les prescriptions:

a) de la loi n° 75-633 du 15 Juillet 1975 relative à l'élimination des déchets modifiée par la loi 92 - 646 du 13 Juillet 1992.

b) de l'arrêté du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Cette destruction ou élimination pourra être faite soit par l'exploitant lui-même (eaux polluées par les hydrocarbures), soit par une ou des entreprises spécialisées. Dans tous les cas, l'élimination de ces déchets sera effectuée dans des installations appropriées et régulièrement autorisées à cet effet.

9.2 - Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

9.3 - Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 Juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des Installations Classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchet :

- origine, composition, code nomenclature, quantité,
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement,
- destination du déchet : lieu et mode de destruction.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination du déchet seront annexés au registre prévu ci-dessus et conservés pendant 3 ans. Ils seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 (J.O. du 16 Février 1985).

9.4 - Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

ARTICLE 10 - PRESCRIPTIONS GENERALES RELATIVES AUX INSTALLATIONS ELECTRIQUES :

10.1 - Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (J.O. - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant déterminera sous sa responsabilité et reportera sur un plan d'ensemble de l'usine les différentes zones dangereuses. Ce plan sera tenu à disposition de l'inspection des Installations Classées.

Le matériel électrique situé en zone 1 devra répondre aux exigences du décret n° 78-779 du 17 Juillet 1978 et être certifié; celui situé en zone 2 devra avoir un indice de protection au moins égal à IP 557.

L'exploitant devra être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

10.2 - Contrôle de l'Equipement

Le matériel électrique sera conforme aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 Novembre 1988 et aux normes françaises en vigueur (NFC 15100, etc, ...). Les installations électriques seront vérifiées périodiquement par un organisme de vérification agréé (au moins une fois par an).

Ces vérifications feront l'objet d'un rapport qui devra être tenu, en permanence, à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 11 - PRESCRIPTIONS GENERALES RELATIVES AU RISQUE INCENDIE :

11.1 - Définition des zones non feu

Le Chef de l'Etablissement devra veiller particulièrement à l'application des règles de l'art pour la prévention du risque d'incendie.

Il définira sous sa responsabilité les zones non feu au titre de l'arrêté du 31 Mars 1980. Un plan de ces zones sera tenu à disposition de l'inspection des Installations Classées.

11.2 - Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en limite de zone en caractères apparents.

Des panneaux "interdit de fumer" seront affichés de manière très visible dans les secteurs sensibles définis par l'exploitant.

11.3 - Permis de feu

Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée.

11.4 - Matériel électrique

- Le matériel électrique des installations dans lesquelles une atmosphère explosible est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

- Dans chacune des zones présentant des risques d'explosion, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation des équipements inclus dans cette zone. Tout autre appareil, machine ou canalisation, devra être placé hors de ces zones. Les installations doivent être conçues et réalisées de façon à ne pas être une cause d'inflammation des atmosphères explosibles, à cet effet, les matériels électriques utilisés devront être de sûreté et homologués à cet effet.

- Les canalisations électriques doivent être aussi courtes que possible. Elles doivent être protégées par un revêtement ou un conduit étanche aux gaz explosifs et ne doivent pas mettre en communication les volumes contenus dans les appareils ou machines qu'elles relient.

- Dans les locaux ou sur des emplacements de travail où les installations électriques sont exposées à l'action de poussières inflammables, les températures de surface des matériels électriques doivent être telles qu'elles ne risquent pas de provoquer l'inflammation de ces poussières.

11.5 - Consignes de sécurité

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues à l'article 11.1,

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet,

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...,

- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides).

ARTICLE 12 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION VIS-A-VIS DES RISQUES NATURELS :

12.1 - Protection contre la foudre

En application de l'arrêté ministériel du 28 Janvier 1993, les dispositions de protection contre la foudre seront conformes à la norme française NF C 17-100 de Février 1987, ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Pour la partie existante, un examen de la conformité des installations à l'arrêté du 28 Janvier 1993 sera réalisé dans un délai d'un an après notification du présent arrêté.

Les possibilités d'agressions et les zones de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant les modalités définies à l'article 5.1 de la norme française NF C 17-100.

Cette vérification devra également être effectuée, après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants et, après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre devra être installé. En cas d'impossibilité de mise en oeuvre d'un tel dispositif, celle-ci devra être justifiée.

Les pièces justificatives du respect des points ci-dessus seront tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

12.2 - Prévention du risque sismique

Les installations de stockage de liquides toxiques et très toxiques sont considérées au sens de l'article 1 de l'arrêté du 10 Mai 1993 comme installations à risque spécial.

Compte-tenu de la zone d'implantation, en application de l'article 4 de l'arrêté déjà cité, l'exploitant substituera à l'évaluation du Séisme Maximal Historiquement Vraisemblable et du Séisme Majoré de Sécurité une définition à priori d'un Séisme Majoré de Sécurité caractérisé par un spectre de réponse correspondant au spectre de référence donné en annexe de l'arrêté, affecté d'un coefficient multiplicateur des ordonnées (accélération de calage au moins égale à $1,5 \text{ m/s}^2$).

L'exploitant définira la liste des éléments importants pour la sûreté, aussi bien ceux mis en place pour prévenir les causes d'un accident que ceux prévus pour en limiter les conséquences. Ces éléments devant continuer à assurer leur fonction de sûreté en cas de séisme seront dimensionnés en conséquence.

Le calcul de dimensionnement des équipements combinera les effets du séisme et les autres chargements imposés en conditions normales d'exploitation :

- soit en imposant à priori un maintien des chargements imposés dans le domaine du comportement élastique des matériaux,

- soit en admettant dans certaines zones singulières que les chargements imposés aux matériaux entraînent une plastification locale sans perte de confinement. Dans ce dernier cas, la méthode de calcul non linéaire (ou linéaire équivalente avec coefficient de comportement) utilisée devra être soumise à l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

Une synthèse de cette étude de comportement au séisme, rappelant les hypothèses prises en compte, justifiant la liste des équipements dimensionnés, décrivant pour chaque équipement les éventuels supportages particuliers adoptés et listant les zones dans lesquelles une plastification locale est acceptée, sera présentée avant mise en service de l'installation.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION ET LA SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS :

13.1 - Consignes d'Exploitation

- Les opérations dangereuses (manipulations de produits dangereux, ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- . les modes opératoires,
- . la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- . les instructions de maintenance et de nettoyage,
- . le maintien dans les ateliers des seules quantités de matières nécessaires au fonctionnement de ceux-ci.

13.2 - Détection des situations accidentelles

- Des systèmes de détection des atmosphères inflammables, explosives et toxiques ou de présence de liquide seront répartis dans l'établissement dans les zones à risques.

Un plan de situation de ces détecteurs sera transmis à l'Inspection des Installations Classées avant mise en service des installations.

Les indications de ces détecteurs seront reportées au local de gardiennage et actionneront dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuel.

Des contrôles périodiques permettront de s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble de ces détecteurs.

- Des rondes périodiques de sécurité devront être effectuées dans tous les locaux et dépôts en dehors des heures de travail.

13.3 - Maintenance des Installations

Un programme de maintenance préventive des installations sera mis en place pour les équipements et installations du stockage des liquides toxiques et très toxiques.

Le programme complètera de manière indépendante le programme des visites et épreuves réglementaires.

En préalable à la mise en service de cette unité, un point zéro de l'application de ce programme de contrôle spécifique sera établi, qui servira de validation de la qualité de construction dans ces zones sensibles et d'élément de comparaison pour l'analyse des résultats des contrôles en service.

13.4 - Vérification et Contrôle

- Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, les appareils à pression, les appareils de levage, devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- . date et nature des vérifications,
- . personne ou organisme chargé de la vérification,
- . motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident et dans ce cas nature et cause de l'incident.

Ce registre devra être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

- Une consigne précisera les visites périodiques de contrôle des conteneurs mobiles.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT :

14.1 - Moyens de lutte incendie

14.1.1. - Réseau Incendie :

L'établissement sera équipé d'un réseau autonome de distribution d'eau incendie qui sera maillé, bouclé et sectionnable par secteurs.

Ce réseau sera équipé de bouches et poteaux incendie normalisés d'un diamètre de 100 mm disposés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.

Le réseau sera alimenté par une réserve d'eau permettant une autonomie minimale de 1 h 30. La mise en pression du réseau se fera par au moins deux pompes, l'une étant entraînée par un moteur électrique l'autre par un moteur thermique.

Le réseau interne sera équipé de raccords normalisés permettant sa réalimentation par des moyens mobiles, tels que motopompes, implantés en accord avec les services d'incendie et de secours.

14.1.2. - Besoins en eau et en émulseur :

Dans tous les cas, l'exploitant devra disposer de moyens internes et externes nécessaires à l'extinction de tout feu dans l'établissement :

- l'extinction en 20 minutes et le refroidissement du réservoir du plus gros diamètre ainsi que la protection des réservoirs voisins menacés,

- l'attaque à la mousse du feu de la plus grande cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection des installations menacées par le feu ou à moins de 50 mètres. Ces moyens devront être opérationnels jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure avec un minimum d'une heure.

Le débit d'eau du réseau incendie sera de $600 \text{ m}^3/\text{h}$ avec une réserve d'au moins 900 m^3 . De même, le volume d'émulseur présent dans l'installation sera de 22 m^3 .

Pour les nouvelles installations, les moyens devront être opérationnels avant mise en service des installations.

L'exploitant devra sous un délai de 6 mois après notification de cet arrêté avoir entièrement modifié la partie existante de son réseau incendie de façon à respecter le débit défini ci-dessus.

L'exploitant pourra passer des conventions d'assistance pour renforcer les dispositions mises en oeuvre sur le site en cas d'incendie.

Les moyens de génération de mousse et d'arrosage devront être compatibles avec les débits attendus.

14.1.3. - Protection des stockages de liquides inflammables :

Les bacs de liquides inflammables de première ou deuxième catégorie ainsi que les bacs des rangées inaccessibles de liquides combustibles seront munis de couronnes fixes de refroidissement.

Pour les nouveaux bacs ou les bacs existants recevant des déchets liquides, ces moyens devront être mis en place avant mise en service des bacs.

Pour les autres bacs existants la mise en place de ces dispositifs devra être faite sous un délai de un an après notification du présent arrêté.

Dans les cuvettes comportant des liquides inflammables de première catégorie, des dispositifs fixes de génération de mousse seront mis en place. Des dispositifs similaires seront mis en place sur les cuvettes de stockage de produits toxiques et très toxiques.

Pour les autres stockages, les moyens de génération de mousse pourront être des moyens mobiles (lances portatives ou canons mobiles).

14.2 - Extincteurs

Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme NFS 60.100 seront disposés en nombre suffisant et judicieusement répartis dans l'établissement en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.

Les extincteurs devront être homologués NF. MIH.

Les extincteurs seront repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés et accessibles en toutes circonstances.

Ils seront vérifiés régulièrement (au moins une fois par an) et maintenus en état de fonctionnement en permanence. Les vérifications seront consignées sur un registre tenu à disposition de l'inspection des Installations Classées.

14.3 - Moyens d'intervention en cas d'autres types d'accidents

14.3.1. - Epandages :

Des réserves de sables ou de matériaux absorbants seront disposées à proximité des postes de dépotage et près des aires de manipulation des liquides inflammables ou polluants.

14.3.2 - Protection contre les gaz toxiques

L'établissement disposera d'au moins 4 appareils respiratoires isolants (ARI) dont deux seront situés à proximité du bâtiment de stockage de solides inflammables.

14.4 - Formation des Personnels

L'ensemble du personnel recevra une formation générale sur la lutte contre l'incendie.

Un exercice incendie sera organisé dans la première année suivant la mise en service des installations avec la participation des Services Incendie et de Secours en vue de tester le Plan d'Opération Interne.

La périodicité ultérieure de tels exercices communs sera définie en accord avec les intervenants.

En tout état de cause, une alerte interne avec exercice incendie sera réalisée une fois par an avec mise en oeuvre des conventions d'assistance.

14.5 - Plan d'Opération Interne

L'exploitant mettra à jour le plan d'opération interne (P.O.I.) prenant en compte l'ensemble des activités de l'établissement dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées. La partie du POI concernant les nouvelles activités sera disponible avant la mise en service des installations. Il sera soumis à l'avis des Services Incendie et Secours.

L'exploitant participera au plan particulier d'intervention qui sera mis en place.

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Dans cette dernière hypothèse il sera procédé par l'exploitant aux mesures d'urgence qui lui incombent à savoir alerte du public, des services administratifs, de la municipalité etc...

14.5.1. Zones d'isolement :

Deux zones d'isolement Z1 et Z2 égales respectivement aux aires délimitées par les courbes correspondant pour Z1 au flux thermiques de 5 kW/m² et pour Z2 à la limite des effets irréversible en cas de dispersion de fumée dans l'hypothèse de l'incendie de stockage de produits toxiques (voir plan en annexe 2 de l'arrêté) .

14.6 - Moyens d'alerte en cas d'accident

Une liaison téléphonique directe avec les Services d'Incendie et de Secours sera mise en place.

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, il sera mis en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger. Chaque sirène sera actionnée à partir d'un endroit de l'usine bien protégé.

La portée de la sirène doit permettre, sous un vent de 4 m/s, d'alerter efficacement les populations concernées, conformément aux distances prévues au Plan Particulier d'Intervention (PPI) établi pour l'usine. La localisation retenue sera soumise à l'Inspection des Installations Classées et à la Direction Départementale de la Sécurité Civile.

Les sirènes mises en place seront d'un type ayant reçu l'accord de l'Inspection des Installations Classées et de la Direction Départementale de la Sécurité Civile. Le signal d'alerte et de fin d'alerte sera conforme à celui défini au plan national.

Toutes dispositions seront prises pour maintenir les équipements des sirènes en bon état d'entretien et de fonctionnement. Dans tous les cas, les sirènes seront secourues électriquement. Les essais auront lieu suivant le décret du 11 Mai 1990.

TITRE III - DISPOSITIONS PARTICULIERES A CERTAINES INSTALLATIONS

Les stockages de liquides inflammables seront conformes aux arrêtés du 9 Novembre 1972 et 19 Novembre 1975.

15.1 - Cuvettes de rétention

- Les cuvettes de rétention des produits inflammables, corrosifs ou toxiques seront étanches ou rendues étanches. La vitesse de pénétration des liquides au travers de la couche étanche ne devra pas être supérieure à 10^{-8} m/s ; la couche étanche aura une épaisseur minimale de 2 cm.

Le volume de ces cuvettes sera égal à la plus grande des deux valeurs :

- . 50 % du volume total stocké,
- . 100 % du volume du plus gros réservoir.

- Les cuvettes renfermant des produits corrosifs seront revêtues d'un produit résistant au fluide stocké.

- Les stockages de produits incompatibles seront réalisés dans des cuvettes différentes.

- Les merlons ou murets de rétention seront étanches et devront résister au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir. Ils seront périodiquement surveillés et entretenus.

Ils devront présenter une stabilité au feu d'une durée de 6 heures. Cette durée pourra être augmentée à la demande des services de secours et de lutte contre l'incendie pour être compatible avec le Plan d'Opération Interne (POI), notamment si ce plan présente des durées d'intervention supérieures.

- Toutes les cuvettes de rétention doivent être correctement entretenues et débarrassées des écoulements accidentels de façon que leur volume respecte à tout moment les principes rappelés ci-dessus.

15.2 - Bacs de stockage

- Les bacs seront construits en matériaux résistants au fluide stocké. Ils seront équipés d'indication de niveau de remplissage.

- Pour les liquides inflammables de première et de deuxième catégorie, les vannes de pied de bac seront des vannes sécurité feu à sécurité positive commandables à distance.

Leur mise en place sera faite, pour les nouveaux bacs avant leur mise en service, et, pour les bacs existants, sous un délai de 1 an pour les hydrocarbures de première catégorie et 2 ans pour les hydrocarbures de deuxième catégorie après notification de l'arrêt.

- Les bacs devant contenir des produits volatils (tension de vapeur supérieure à 100 mbars à 25°C) seront munis d'écran flottant ou équipés d'un dispositif d'inertage. Des contrôles périodiques d'atmosphère seront pratiqués sur les bacs équipés d'écran flottant et non inertés. La périodicité de ces contrôles sera définie en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

- Les bacs utilisés pour le stockage d'acide sulfurique seront munis d'un évent équipé d'un dispositif déshydratant.

- Chaque bac portera en caractères de grande taille, son repère, sa capacité ainsi que la nature du produit qu'il contient.

- Une visite externe annuelle de chaque réservoir sera faite et le compte-rendu de visite sera archivé. Une visite interne sera faite avec une fréquence décennale.

15.3 - Aires de chargement et de déchargement

- Les aires de chargement et de déchargement existantes sont conçues pour recueillir les égouttures et les diriger vers le bassin des eaux polluées. Les dispositifs de collecte et d'évacuation seront nettoyés et entretenus pour assurer pleinement leur fonction.

- Les nouvelles aires seront prévues avec des capacités de rétention capables de recueillir un volume d'au moins 5 m³.

Pour limiter les remplissages de ces capacités par les eaux pluviales, les nouveaux postes de dépotage seront couverts.

- Les postes de dépotage sont conçus pour que les véhicules puissent, en cas d'incident, évacuer ceux-ci rapidement en marche avant.

- Le poste de dépotage d'eau oxygénée sera équipé de tuyauteries avec des raccords spécifiques (détrompeurs).

- L'aire de remplissage de réservoirs mobiles sera étanche et en rétention. Elle constituera une capacité permettant de récupérer 50 % du volume total des fûts stockés. Pour limiter les volumes d'eaux pluviales, cette aire sera couverte

ARTICLE 16 - TRANSIT DE DECHETS LIQUIDES :

16.1 - Déchets admis

- Le stockage en transit des déchets suivants est interdit :

- . produits non liquides,

- . produits explosifs,

- . PCB - PCT ou déchets souillés par ces produits,

- . produits radioactifs,

- . déchets chlorés ou halogénés à plus de 2 % en halogènes organiques,

- . produits correspondant à la définition de liquides extrêmement inflammables (point éclair inférieur à 0°C et tension de vapeur supérieure à 1 013 mbars à 35°C),

- . les produits importés de l'étranger.

- La nature des déchets liquides admis dans l'établissement sera conforme au tableau ci-après qui donne, pour chaque type de déchet, un numéro de nomenclature correspondant à une liste éditée par le ministère de l'Environnement.

CODE NOMENCLATURE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	DESIGNATION
C 122	Solvants non halogénés
C 124	Déchets aqueux souillés de solvants et non halogénés
C 126	Culots non aqueux, non halogénés de régénération de solvants
C 141	Fluides d'usinage aqueux : émulsions huileuses
C 142	Fluides d'usinage aqueux : solutions vraies
C 143	Huiles entières d'usinage et de trempe
C 144	Huiles de transmission hydrauliques (sauf celles contenant des PCB ou PCT : C 151)
C 146	Huiles isolantes non chlorées
C 148	Huile minérales entières mélangées
C 149	Eaux de machines à laver les pièces usinées
C 150	Mélanges liquides eau-hydrocarbures
C 221	Eaux mères de fabrication salines
C 222	Eaux mères de fabrication non salines
C 223	Résidus liquides de distillation de fabrication
C 224	Brais, goudrons, bitumes (sauf C 287)
C 225	Loupés et sous-produits de fabrication issus de synthèse organique (sauf C 221 à C 224)
C 226	Eaux de lavage de matériel d'industrie chimique ou parachimique

- Il ne sera procédé à aucun traitement ou prétraitement de déchets entrant dans l'établissement .

16.2 - Conditions de stockage

Les déchets ne pourront être stockés que dans les bacs de la rétention B1. En aucun cas, les déchets ne seront stockés dans des fûts, y compris dans le cas où ces derniers seraient maintenus à l'intérieur de la cuvette de rétention affectée aux déchets.

Le stockage sera réalisé en tenant compte des considérations suivantes :

- compatibilité du déchet avec le matériau du bac,
- compatibilité avec les autres déchets stockés dans la même cuvette,
- caractéristiques du déchet, point éclair, tension de vapeur, limite olfactive.

L'exploitant devra toujours s'assurer que les produits stockés dans les bacs d'une même cuvette ne sont pas susceptibles d'avoir entre eux, une réaction chimique dangereuse ou exothermique, ou de provoquer un dégagement de gaz particulièrement toxique et ceci même en cas d'incendie.

16.3 - Transvasements

- Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule, l'exploitant doit s'assurer que :

. le matériau constitutif de la cuve est compatible avec le déchet devant y être transporté,

. le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet,

. le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité,

. le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus,

. la qualification du chauffeur est adaptée au transport de ce type de produit (information sur la nature et les risques des produits transportés et les mesures à prendre en cas d'accident, fourniture des documents d'information nécessaires,...),

- L'exploitant doit s'assurer préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, etc...) avec les déchets et que la contamination des précédentes opérations de déchargement, chargement, transvasement ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de produits et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

16.4 - Gestion des déchets

16.4.1. - Réception et enlèvement des déchets :

- L'exploitant devra obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

- Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.

- A la réception des déchets, l'exploitant :

. vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance, notamment, de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet,

. procède à des tests d'identification,

. prélève un échantillon représentatif.

- Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant :

. confirme au producteur la destination donnée au déchet,

. transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.

- L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

16.4.2. - Registre d'entrée et de sortie :

- Tous les mouvements de liquides dans chacun des réservoirs seront notés sur un registre mentionnant la nature du produit, son tonnage, son origine, les dates et heures de transfert, le nom du propriétaire du véhicule ainsi que les numéros d'immatriculation et de carte jaune.

- Un fichier des divers produits susceptibles d'être stockés sera tenu constamment à jour par le responsable du dépôt. Chacune des fiches devra comporter les renseignements essentiels permettant d'apprécier les risques de toute nature ainsi que les diverses précautions à prendre pour un produit déterminé (propriétés physico-chimiques, toxicologie, pathologie). L'ensemble de ces fiches de sécurité sera mis à disposition du personnel de l'établissement. Le personnel devra être informé en temps utile des recommandations particulières à chaque intervention ou manoeuvre.

Registre d'entrée : Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur et les résultats des tests ou analyses de réceptions (ou la référence de la fiche d'analyses). Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

Registre de sortie : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

Ces deux registres sont tenus au poste de garde à disposition de l'inspection des Installations Classées. Un récapitulatif trimestriel lui sera adressé en utilisant le bordereau et la nomenclature établis par le Ministère de l'Environnement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985.

ARTICLE 17 - STOCKAGE DE LIQUIDES TOXIQUES ET TRES TOXIQUES :

17.1 - Produits autorisés

Avant de recevoir dans le stockage un liquide toxique ou très toxique, l'exploitant s'assurera que les émissions atmosphériques en fonctionnement normal et notamment lors des opérations de déchargement n'entraînent pas sur le site de concentration supérieure à la VME.

De même, il vérifiera qu'en cas d'épandage, l'évaporation de flaque ne conduirait, pas en limite de propriété, à des valeurs de concentration atmosphérique supérieures à la LC1 (ou à 50 % de la CL 50) et que la zone correspondant à l'IDLH reste limitée à 500 m ; de plus, pour les produits toxiques autres que la TFMA, l'exploitant s'assurera, avant d'en accepter le stockage, que leur incendie n'entraînera pas de zone Z1 sortant des limites de propriété ou de la zone Z2 dépassant les 500 m.

Ceci fera l'objet d'une étude remise à l'Inspection des Installations Classées avant réception du produit à stocker.

17.2 - Conditions de stockage

- Chaque cuve sera disposée dans une rétention étanche, correspondant à plus de 100 % du volume stocké. La surface de la cuvette devra être la plus faible possible pour réduire la surface d'évaporation en cas d'épandage.

- Les rétentions seront limitées par des murs de 3 m de hauteur s'appuyant sur des merlons en terre.

Pour limiter le volume des eaux pluviales dans les rétentions, celles-ci seront couvertes.

- Les rétentions seront équipées d'une détection de liquide déclenchant une alarme au poste de garde. Ces rétentions ne comporteront aucun moyen de vidange gravitaire.

Des détections incendie, disposées au dessus de chaque rétention provoqueront en cas de déclenchement, un déversement de solution moussante.

- Les cuves de stockage seront équipées :

- . d'une indication locale de niveau,
- . de deux détecteurs indépendants de niveau haut et très haut stoppant le remplissage,
- . d'un dispositif d'inertage à l'azote,
- . d'un disque de rupture avec système de détection de rupture,
- . de vannes d'isolement des canalisations placées au plus près des bacs.

- Chaque bac portera en caractères de grande taille, son repère, sa capacité ainsi que la nature du produit qu'il contient.

- La conception du stockage prendra en compte les critères parasismiques (calcul de la résistance de la cuve et/ou de la rétention aux effets d'un séisme). De même, les tuyauteries de liaison avec les pompes de transfert et le poste de dépotage ainsi que leurs supports seront calculés au séisme.

- Le poste de dépotage sera équipé d'une capacité de rétention de 25 m³. Ce poste sera couvert. L'ensemble de dépotage sera muni d'une tuyauterie de retour de phase gazeuse.

17.3 - Exploitation des installations

L'installation permettra le chargement et le déchargement des cuves à partir de citernes routières.

Le transfert des liquides entre bacs sera limité à des opérations de mise en sécurité (fuite sur un bac,...).

Tous les mouvements de produits seront consignés sur un registre tenu en permanence au poste de garde.

Les fiches de données de sécurité des produits stockés seront jointes au registre.

Lors du stockage d'un nouveau produit, l'exploitant en informera l'Inspection des Installations Classées.

Les réservoirs et leurs accessoires seront contrôlés visuellement tous les mois et avant chaque remise en service en cas d'interruption supérieure à quinze jours.

Ils seront inspectés tous les trois ans (visite approfondie avec contrôles non destructifs).

ARTICLE 18 - STOCKAGE DES EMBALLAGES NAVETTES :

18.1 - Produits stockés

- Le stockage est réservé aux emballages-navettes métalliques (conteneurs réutilisables) souillés ou non des produits contenus.

Les emballages non réutilisables sont proscrits.

- Les produits explosibles sont proscrits. Les produits stockés peuvent être inflammables, corrosifs, toxiques, très toxiques, comburants sous forme liquide ou gazeuse.

- La teneur résiduelle en produit sera limitée à 5 % de la masse nette de l'emballage plein.

- Le nombre d'emballages ayant contenu des produits toxiques ou très toxiques sera tel que la masse résiduelle totale de produit sera limitée à :

- . 250 kg pour les liquides très toxiques,
- . 50 kg pour les gaz très toxiques,
- . 10 tonnes pour les liquides toxiques,
- . 2 tonnes pour les gaz toxiques.

- Le volume total d'emballages stockés ne dépassera pas 2 000 m³.

18.2 - Mode de stockage

- Le stockage sera réalisé dans un bâtiment couvert avec dalle de rétention étanche. Le volume de rétention correspond à 100 % du volume de produit résiduel par alvéole.

- Le stockage sera divisé en alvéoles de 100m³ de rétention de façon à assurer une séparation entre produits incompatibles. Ces alvéoles seront constituées de murs coupe-feu de degré deux heures.

- Le local sera ventilé par une aération naturelle doublée d'une ventilation mécanique assurant un débit d'au moins 40 000 Nm³/h et équipé d'une détection incendie avec alarme retransmise au poste de garde.

- Les emballages seront stockés à même le sol. Ils ne pourront être gerbés que si les emballages sont adaptés à une telle opération.

- Chaque emballage sera étiqueté conformément à la réglementation (nom du produit, étiquette de danger).

18.3 - Exploitation du stockage

- Avant réception d'un nouvel emballage, l'exploitant s'assurera auprès du fournisseur que celui-ci est conforme à ce qu'il peut recevoir.- (Type d'emballage, type de produit qu'il a contenu). Il se fera remettre par le fournisseur la fiche de sécurité du produit.

- A la réception, il contrôlera la conformité de l'emballage et vérifiera par pesée la masse résiduelle de produit contenu. Si celle-ci reste inférieure à 5 % de la masse totale, l'emballage sera dirigé vers le stockage. Dans le cas contraire, l'emballage sera retourné au fournisseur. Néanmoins, si le produit qu'il contient n'est ni inflammable, ni toxique, l'exploitant pourra accepter de le conserver et le dirigera vers le stockage.

- L'exploitant tiendra à jour un registre d'entrée-sortie des emballages indiquant pour chaque emballage :

- . le type d'emballage,
- . le type de produit contenu,
- . la masse résiduelle,
- . la zone de stockage,
- . le producteur de l'emballage,
- . le destinataire éventuel,
- . la date de réception,
- . la date d'expédition,
- . la masse totale du produit présente dans le stockage, par famille de danger (très toxiques, toxiques, inflammables...).

Les fiches de données de sécurité des produits stockés seront conservées en annexe à ce registre.

ARTICLE 19 - STOCKAGE DE SOLIDES INFLAMMABLES :

19.1 - Produits stockés

- Les solides stockés peuvent présenter des caractéristiques différentes d'inflammabilité. Néanmoins les produits pyrophoriques sont interdits.

Le stockage de produits non conditionnés (vrac) est proscrit.

- Les produits susceptibles de réagir en présence d'eau ou d'humidité seront conditionnés en emballages étanches.

19.2 - Conditions de stockage

- Le stockage s'effectuera en intérieur dans les magasins A et B. Le magasin B sera réservé en priorité aux solides inflammables réagissant avec l'eau. Ce magasin sera fractionné en alvéoles séparées par des murs de 2 m de hauteur.

- Les produits livrés sur palette, pourront être gerbés sur deux niveaux au plus.

- Le sol des locaux sera étanche et efficacement protégé contre les entrées extérieures d'eau (seuils au passage des portes).

- Le local utilisé pour le stockage des produits réagissant à l'eau sera dépourvu de canalisation d'eau et de vapeur. Il sera équipé d'une ventilation naturelle. La lutte contre l'incendie sera réalisée par des extincteurs à poudre. Un local étouffoir sera aménagé dans le stockage et permettra en cas de début de décomposition d'une palette de recouvrir celle-ci de sable. Le local sera équipé de détecteurs d'incendie, de détecteurs de gaz dangereux et d'une détection de liquide en point bas. Les alarmes seront retransmises au poste de garde.

- Une mesure d'hygrométrie sera installée dans le hangar B. Pendant la première année la valeur de l'hygrométrie sera enregistrée pour suivre les évolutions de l'hygrométrie. L'exploitant vérifiera en parallèle lors des périodes de forte hygrométrie qu'il n'y a pas de condensation d'eau sur les fûts.

- L'alvéole du hangar A sera séparée par un mur béton (coupe feu de degré 2 h) de 4,5 m de hauteur de celles du stockage des emballages navettes. Cette alvéole sera équipée d'une détection incendie.

19.3 - Exploitation du stockage

- L'exploitant tiendra à jour un registre indiquant :

- . le type de produit et les quantités stockées,
- . le nom du fournisseur,
- . la date de stockage,
- . le lieu de stockage (repérage des alvéoles).

Le registre sera accompagné des fiches de données de sécurité des produits et conservé au poste de garde.

- Il sera maintenu en permanence dans les locaux de stockage des conteneurs étanches en nombre suffisant pour permettre la récupération des épandages. Le nombre de conteneurs devra permettre la récupération du volume stocké sur une palette.

- Les produits réceptionnés dont l'emballage est endommagé, devront être refusés par l'exploitant.

- Le personnel affecté à l'exploitation du stockage devra avoir été informé des risques spécifiques aux produits entreposés et formé à l'utilisation des moyens d'intervention (extincteurs, ARI,...).

ARTICLE 20 - UNITE DE STOCKAGE ET DE CONDITIONNEMENT DE COMBURANTS ET CHLORITES :

20.1 - Produits autorisés

- Les produits mis en oeuvre dans cette unité sont limités à :
 - . l'eau oxygénée avec une teneur en peroxyde d'hydrogène inférieure ou égale à 70 %,
 - . les chlorites de métaux alcalins en solution.
- La quantité d'eau oxygénée à 70 % présente dans l'installation sera limitée à 100 tonnes (70 tonnes de peroxyde pur).
- L'atelier sera mis en conformité aux dispositions non contraires de l'arrêté type n° 1200 annexé au présent arrêté.

20.2 - Stockage des produits

- L'eau oxygénée sera stockée en 4 cuves de 20 m³ unitaire, disposées chacune dans une rétention extérieure. Une deuxième rétention abritera deux cuves de chlorites pour un volume total de 145 m³.
- La rétention des chlorites et celles de l'eau oxygénée seront séparées par un mur séparatif ordinaire, coupe-feu une heure.
- Les réservoirs seront munis de dispositifs de mesure de niveau et de limiteurs de remplissage.
- Le poste de déchargement commun à l'eau oxygénée et aux chlorites sera équipé de tuyauteries spécifiques pour l'eau oxygénée munies de raccords de détrompage cadénassables. Le sol du poste de dépotage sera étanche et relié à une capacité de récupération de 5 m³.

20.3 - Aménagement des locaux

- Les locaux abritant les installations de dilution, de conditionnement et de stockage des produits en attente d'évacuation, présenteront une structure stable au feu (1/2 heure) et les parois et couvertures seront incombustibles.
- Ces locaux n'abriteront pas de liquides inflammables ou de produits combustibles autre que ceux nécessaires à l'exploitation.
- Le sol des locaux sera étanche et en rétention.

- Une fosse sera aménagée pour récupérer les égouttures éventuelles, les eaux de lavage de sol et d'équipements ainsi que les éluats des résines de traitement d'eau. Cette fosse permettra de récupérer le volume total généré par une opération de régénération des résines.

20.4 - Exploitation des installations

- L'exploitation se fera sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance sur les dangers des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les personnels intervenants sur l'installation seront informés des risques encourus.

- L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

- Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

- Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes.

- L'exploitant doit tenir à jour un état et un plan annexé indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

- Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et de l'atelier d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

- Les opérations dangereuses (manipulations, fabrication de produits dangereux, ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

. les modes opératoires,

. la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,

- . les instructions de maintenance et de nettoyage,
- . le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité nécessaire au fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 21 - PROCEDE DE CHAUFFAGE UTILISANT UN FLUIDE CALOPORTEUR INFLAMMABLE :

21.1 Dispositions générales

- Le liquide organique combustible sera contenu dans une enceinte adaptée au produit, entièrement close pendant le fonctionnement, à l'exception des tuyaux d'évent ou des orifices rendus nécessaires pour la respiration du bac.

- Dans le cas où l'installation serait en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion devront permettre l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constitué par un gaz inerte vis à vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

- Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

- Au point le plus bas de l'installation il sera aménagé un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir de capacité convenable, situés de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception des dispositifs indispensables de respiration des bacs.

21.2 Organes de sécurité

- Un dispositif approprié permettra de s'assurer à tout moment que la quantité de liquide contenue est convenable.

- Une sonde thermométrique permettra de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.

- Un système automatique de sûreté empêchera la mise en chauffage ou assurera l'arrêt du chauffage lorsque la quantité du liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service seront insuffisants.

- Un dispositif thermostatique maintiendra entre les limites convenables la température maximale du fluide transmetteur de chaleur.

- Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre ou du thermostat précédents, actionnera un signal d'alerte à la fois sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat. Ce dispositif devra en outre couper automatiquement le chauffage du fluide transmetteur de chaleur.

ARTICLE 22 - DISPOSITIONS APPLICABLES AU DEPOT DE GAZ COMBUSTIBLE LIQUEFIE :

22.1 Prescriptions relatives au dépôt de bouteilles et conteneurs

- Les bouteilles et conteneurs seront stockés sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

- Le stockage des bouteilles est interdit :

- . en sous-sol,
- . au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

- Le sol du dépôt sera étanche, horizontal et réalisé en matériaux M0 (incombustibles) ou en revêtement bitumineux du type routier.

- Le stockage sera isolé par une clôture indépendante placée au moins à 0,6 mètres des bouteilles ou conteneurs et d'au moins 2 mètres de hauteur, comportant une porte en matériaux M0 s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clé en dehors des nécessités du service.

- Les bouteilles ne seront pas entreposées dans des conditions où elles risqueraient d'être portées à une température dépassant 50 °C.

- Les bouteilles seront stockées soit debout, soit couchées. Si elles sont gerbées en position couchée, les bouteilles extrêmes seront calées par des dispositifs appropriés.

- Il est interdit de se livrer à la réparation ou à l'entretien des bouteilles ou de leurs accessoires à l'intérieur du dépôt.

- L'exploitant s'assurera avant la mise en dépôt que les bouteilles ne soient pas fuyardes. Toute bouteille défectueuse sera aussitôt évacuée vers une zone adaptée à son traitement.

22.2 Prescriptions relatives au dépôt en réservoir fixe

Les dispositions techniques édictées dans l'arrêté type n° 211 annexé au présent arrêté sont applicables au dépôt de gaz combustible liquéfié en réservoir fixe.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 23 - ACCIDENTS - INCIDENTS :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976.

Pour cela il s'inspirera du message type d'information réalisé par le groupe de travail Communication du SPPPI FOS - ETANG DE BERRE et notamment des critères de niveau de gravité et de niveau de perception à l'extérieur du site.

Il précise dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

L'exploitant est tenu pour responsable des dommages éventuels causés à l'environnement par l'exercice de son activité.

ARTICLE 24 - SURVEILLANCE DE L'ETABLISSEMENT :

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 25 - CONTROLES :

L'Inspection des Installations Classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements inopinés ou non et analyses des produits stockés, d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, par un organisme agréé ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation.

Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

ARTICLE 26 - RECOLEMENT :

L'exploitant s'assurera de la conformité de l'installation par rapport aux prescriptions du présent arrêté. Cet examen sera réalisé soit par un organisme externe, soit par une personne reconnue par l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 6 mois après le démarrage des installations et le résultat sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 27 - MODIFICATION DES INSTALLATIONS :

Tout projet de modification, extension ou transformation notable des installations doit avant réalisation, être porté à la connaissance du Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires. Celui-ci pourra le cas échéant inviter l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 28 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS - CHANGEMENT D'EXPLOITANT :

Tout transfert des installations visées au titre 1er du présent arrêté sur un autre emplacement nécessite soit une nouvelle déclaration, soit une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 29 - ANNULATION - DECHEANCE - CESSATION D'ACTIVITE :

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans après la notification du présent arrêté ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le Préfet dans le mois qui suit.

L'exploitant doit remettre à ses frais le site des installations dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 30 - MODIFICATION DE PRESCRIPTIONS :

Les présentes prescriptions sont fondées sur les conditions d'activité de l'établissement à la date de l'arrêté.

Elles peuvent notamment être modifiées en fonction de changements de ces conditions, de la sensibilité des milieux récepteurs ou de la mise au point de nouvelles techniques de détoxication.

ARTICLE 31 :

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 32 :

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 modifiée, rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 33 :

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article 23 et 24 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 34 :

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 Juillet 1976 modifiée.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 35 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 36 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire d'ARLES,
- Le Maire de PORT SAINT LOUIS DU RHONE,
- Le Maire de FOS SUR MER,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Chef du Service Maritime,


et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

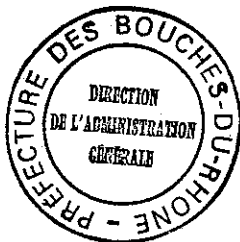
26 AVR. 1995

MARSEILLE, le

**POUR COPIE CONFORME
LE DIRECTEUR,**



Daniel GARNIER



Pour le PRÉFET

**Le Secrétaire Général de la Préfecture
des Bouches-du-Rhône**

Pierre BAYLE

ANNEXE

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 99-94A
DU 26 AVR. 1995

LISTE DES BACS

Pour le Préfet
le directeur

Daniel GARNIER

REPERE CUVETTE	NOMBRE DE COMPARTIMENTS	REPERE CUVES	VOLUME (m³)	PRODUIT
Cuvette A	4	R 1	1 100	Fuel lourd, bitumes, goudrons
		R 2	1 100	
		R 3	1 100	
		R 4	1 100	
		R 5	1 100	
		R 6	1 100	
		R 7	150	
		R 8	610	
		R 9	270	
		R 10	270	
		R 11	270	
Cuvette B	3	R 23	6	FOD
		R 12	1 100	Soude (ou liquides inflammables de première catégorie)
		R 13	1 100	
		R 14	610	Liquides inflammables de première catégorie
		R 15	270	
		R 16	610	
		R 58	50	
Cuvette B1	2	R 59	50	Déchets industriels
		R 140	140	
		R 141	140	
		R 210	210	
		R 211	210	
		R 501	500	
		R 502	500	
Cuvette B2	1	R 540	500	Liquides inflammables de première catégorie
		R 541	500	
		R 120	120	
		R 121	120	
		R 122	120	
		R 123	120	
Cuvette C	2	R 124	120	Acide Sulfurique ou Fuel lourd ou bitume
		R 212	210	
		R 2 201	2 200	
Cuvette Brais	4	R 2 202	2 200	Brais, goudrons, bitumes
		R 51	50	
		R 52	50	
		R 257	270	
		R 258	270	
		R 259	270	
Cuvette émulsions	3	R 260	270	Emulsions et bitumes
		R 25	25	
		R 26	25	
Cuvette chaufferie	1	R 27	25	FOD
		—	30	
Cuvette toxiques	3	R 150	150	Liquides toxiques et très toxiques
		R 151	150	
		R 152	150	

